

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
en attendant que vos clients vous paient.

Jusqu'à
80%
du montant
des créances

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
www.boa.tg.com

LE MEDIUM

www.journal-lemedium.com

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0662 du 22 au 28 Juillet 2025 - Prix : 250 F CFA

MUNICIPALES 2025 - RÉSULTATS PROVISOIRES :



ECONOMIE :

UNE ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE AU TOGO PAR LE FMI DANS QUELQUES SEMAINES



P.3



PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE
0%
1^{er} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR
12 MOIS
REMBOURSABLE SUR

https://togo.coris.bank

EDITO
Travailler dans la continuité

! Du matin où on se lève jusqu'au soir où on se couche, que de choses à faire ! Et tout le monde est obligé de les faire.

La différence, c'est que certains s'acquittent de leurs tâches machinalement, mécaniquement, alors que d'autres, au contraire, qui possèdent une philosophie spirituelle, cherchent à introduire dans chacun de leurs actes une vie plus intense, plus pure. Et à ce moment-là tout est transformé, tout prend pour eux un sens nouveau et ils sont sans cesse inspirés."

Omraam Mikhaël Aïvanhov, à travers ces lignes, veut tout simplement nous enseigner que la véritable puissance s'acquiert au prix de petits efforts renouvelés chaque jour.

En apprenant à travailler dans la continuité, nous arriverons à trouver le rythme convenable qui nous permettra de gagner peu à peu du terrain.

Nous avons l'obligation de travailler sur nous-mêmes chaque jour. Le travail sur soi est un bel exercice.

Retenons que nous avons le devoir de faire de chaque jour le meilleur instant de notre existence.

Crédo TETTEH

Culture/Evala 2025 :

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TOUJOURS AUX CÔTÉS DES JEUNES LUTTEURS

Les luttes traditionnelles Evala en pays kabyè ont démarré le samedi 19 juillet 2025, en présence du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. Sur le terrain de l'école primaire publique de Kagnalada dans le canton de Pya (Kozah), les Evala de la coalition de Lao-bas étaient face à ceux de Lao-haut. Les jeunes lutteurs, depuis samedi dernier, offrent des prestations agréables et spectaculaires à l'assistance dans une ambiance festive, à l'allure carnavalesque.

luttent sont les épreuves physiques, endurance, technicité et l'audace. Des valeurs qui démontrent ainsi sa capacité et sa disponibilité pour relever les défis de la vie et pour défendre sa communauté et, par ricochet, la nation tout entière.

Les luttes traditionnelles Evala, rite initiatique annuel, marquent, non seulement l'entrée des adolescents dans la vie adulte, mais aussi l'affirmation de l'identité culturelle et l'engagement des jeunes à perpétuer une tradition séculaire de bravoure et



Le Président du Conseil saluant les lutteurs

Evala demeure un moment fort de rassemblement, de transmission des valeurs ancestrales et de communion entre les peuples.

Durant une semaine, les luttes traditionnelles Evala en pays kabyè sont agrémentées par diverses activités sociales, culturelles, économiques et éducatives, dans plusieurs localités de la région. Ce qui constitue de ce fait une opportunité précieuse de mettre en lumière le patrimoine culturel local, de promouvoir le tourisme national et international, ainsi que de favoriser l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes.

Les populations en phase

avec le Président du Conseil

De Niamtougou à Pya, une foule immense a communiqué le samedi dernier, premier jour des luttes, au Président du Conseil, un accueil chaleureux, une manière de lui témoigner son soutien indéfectible et son adhésion à sa politique de développement socioculturel. La présence du Président du Conseil met ainsi en lumière l'importance qu'il accorde à la préservation du patrimoine culturel national et à la promotion du vivre-ensemble, dans un Togo résolument tourné vers la paix et le développement.

Crédo TETTEH



De chaudes empoignades dans une arène à Kara

Il faut préciser que les principales caractéristiques d'un jeune d'engagement communautaire. Au-delà du symbole initiatique,

PRAVOST :

314 centres de santé ruraux alimentés en énergie solaire

Le Projet d'appui au volet social du programme Cizo (Pravost) incarne une stratégie ambitieuse des autorités du pays : électrifier les zones rurales à travers des solutions solaires

hors réseau. 314 centres de santé ont déjà été équipés de panneaux solaires, dont 122 dotés également de chauffe-eau solaire. Ces installations garantissent une hygiène adéquate, facilitent les

soins et renforcent la résilience des infrastructures médicales face aux coupures d'électricité.

Ce projet, à l'interface entre capital naturel et investissement public, s'inscrit dans un programme national vaste : le Cizo, qui vise à fournir des kits solaires à plus de 2 millions de Togolais, soit environ 300 000 foyers. Au-delà de la santé, le dispositif soutient les microentreprises, améliore les conditions de vie, favorise l'autonomisation des commu-

nautés. médicale se faisait à la lueur d'une torche coincée entre les dents. Aujourd'hui, 6 panneaux solaires illuminent les salles de soins. Les chambres sont éclairées, les vaccins conservés dans des réfrigérateurs homologués, et les accouchements se déroulent dans des conditions sécurisées. " On ne rate plus une veine. On n'a plus peur de blesser nos patients. On travaille dans la lumière, dans la dignité. Aujourd'hui, on sauve des vies parce qu'on voit clair ", confie Victorine avec soulagement.

Une lumière qui sauve des vies

À quelques kilomètres de là, dans la commune de Bas-Mono, Dieudonné a vu son quotidien de cultivateur et d'éleveur totalement bouleversé. Jadis tributaire des caprices du climat et du coût du carburant pour irriguer ses cultures, il bénéficie aujourd'hui d'une pompe solaire immergée qui alimente un réservoir de 5 000 litres.

Dans les coins reculés du Togo, où l'électricité se faisait rare et incertaine, une révolution silencieuse éclaire désormais les nuits et redonne espoir grâce au Pravost. Cela améliore les soins de santé, sécurise les accouchements, facilite la conservation des vaccins et allège le quotidien de milliers de professionnels de santé.

Au centre de santé de Batonou, localité nichée à la frontière Togo-Bénin, dame Victorine se souvient encore des années où chaque intervention

Suite à la page 3

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES RELATIF A LA PERCEPTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (TPU) DES TRANSPORTEURS ROUTIERS

N° 009/2025/OTR/CG/CI/DGE

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » que la perception de ladite taxe au titre du deuxième trimestre 2025 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **01 août 2025** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 10 juillet 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des Impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

LE MEDIUM
Médias d'Informations

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos : KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

MUNICIPALES 2025 - RESULTATS PROVISOIRES :

UNIR SANS PITIE, RAFLE (PRESQUE) TOUT !

Au Togo, les élections municipales du 17 Juillet 2025 enregistrent un taux de participation de 55,02 % contre 52,46 % en 2019. En effet, selon les statistiques officielles, 2 552 039 électeurs se sont rendus aux urnes sur un total de 4 637 998 inscrits, soit un taux de participation de 55,02 %.

Par Crédo TETTEH

UNIR, sans pitié

A ce jeu, et selon les résultats provisoires de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), c'est le parti UNIR qui s'en sort haut les mains, une majorité dans la quasi-totalité des Conseils municipaux du pays, avec 1150 conseillers, suivi de très loin par l'ANC avec 51 conseillers, UFC avec 38 conseillers, ADDI avec 34 conseillers, BATIR avec 33 conseillers, TOVIA avec 24 conseillers, MPDD avec 17 conseillers, PSR avec 15 conseillers, FDR avec 14 conseillers, PDP avec 14 conseillers, NET avec 13 conseillers, LA MAIN DE DIEU ENSEMBLE avec 10 conseillers.

Les partis suivants ont obtenu moins de 10 conseillers sur le plan national. Il s'agit de TOGO D'A-BORD avec 6 conseillers, CLE avec 5 conseillers, PDR avec 4 conseillers, UDS Togo avec 4 conseillers, le CAR avec 3 conseillers, Alliance NET/ADDI avec 3 conseillers, Alliance



ADDI/NET avec 2 conseillers, UFC/NET avec 3 conseillers, ENSEMBLE SAUVONS KABOU MANGA (3 conseillers), SDC (3 conseillers), VSV (3 conseillers), Alliance ANC/FDR (2 conseillers).

11 formations politiques ou listes indépendantes, entre autres Togo autrement, MCD, MRC ont obtenu deux (2) conseillers chacun. Une trentaine de partis, de regroupement de partis ou de listes indépendantes s'en sortent avec un (1) seul conseiller.

A propos du taux de participation de 52,02%, il traduit la maturité du peuple togolais, qui, malgré toutes les agitations de garderie, a su transcender les choses et s'exprimer librement. Un chiffre significatif qui contraste fortement avec

la tendance observée dans la sous-région : 35 % de participation en moyenne au Ghana et en Côte d'Ivoire, à peine 13 % en Tunisie, et une baisse continue en Algérie.

Dans de nombreux pays africains, généralement les élections municipales peinent à mobiliser les électeurs. Ce qui n'est pas le cas au Togo qui crée ainsi la surprise avec un taux de participation largement supérieur à la moyenne régionale. Et également meilleur qu'en France, où lors des Municipales de 2020, le taux de participation était seulement de 41,6 %, malgré un fort ancrage de la démocratie locale.

Il faut tout de même remarquer que cette participation de plus de la moitié des inscrits, 2 552 039 sur 4 637 998, est un signal fort.

Ceci traduit la volonté populaire de s'impliquer dans la gestion des affaires locales et une adhésion croissante aux principes de la décentralisation. Sur toute l'étendue du territoire national, les électeurs Togolais ont, en grand nombre, marqué leur présence, traduisant du coup un intérêt réel pour les enjeux municipaux.

Le 17 juillet 2025, la confirmation de la maturité du peuple togolais

Au-delà des 55,02 % de taux de participation en cette année 2025, il faut, en toute humilité, reconnaître la maturité démocratique d'un peuple qui s'exprime. Le Togo affirme ainsi, avec clarté, que la démocratie locale peut encore mobiliser, dans un contexte régional souvent marqué par l'abstention en ce qui concerne les élections municipales. Le 17 juillet a confirmé, non seulement la maturité du peuple togolais, souverain, mais surtout constitue un signal assez fort, en ce sens qu'il n'a pas fait que voter. Au contraire, le Peuple a clairement envoyé un message sans code à tous les acteurs sociopolitiques et bien évidemment à une certaine communauté internationale qui s'alimente des instabilités politiques dans nos pays africains et qui se définit à partir des troubles sociopolitiques qu'elle alimenterait à dessein par le biais de quelques acteurs de la société civile, soit dit défenseurs

des droits humains, et même d'acteurs politiques de bas étage.

Les Municipales 2025 et les municipales ailleurs

En comparant les taux de participation aux élections municipales dans les principales régions de l'Afrique, il est clair que les Municipales ne rencontrent pas encore de forts taux de participation comme les Présidentielles et les Législatives. Aux urnes le jeudi 17 juillet, pour élire les 1527 Conseillers municipaux des 117 Communes du pays, les Togolais ont juste confirmé l'ancrage du parti Union pour la République (UNIR) sur toute l'étendue du territoire national.

Autre aspect très important qu'il ne faudrait pas éluder, c'est bien le renforcement des positions du parti UNIR jusque dans les fiefs jadis de l'opposition radicale. Ce qui laisse clairement voir que le parti au pouvoir évolue et brille par son dynamisme et l'inclusivité de ses démarches politiques.

Avec un taux de participation de 55,02 % selon les tendances exprimées par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et surtout l'écrasante victoire du parti UNIR, il est à saluer l'humilité de ce grand parti et de ses élus face à cette marque de confiance. Une grande responsabilité qui exige beaucoup et qui appelle à travailler ardemment et avec humilité à tous les niveaux.

PRAVOST :

314 centres de santé ruraux alimentés en énergie solaire

Suite de la page 2

tends plus la pluie. L'eau est là, chaque jour", témoigne-t-il. Cette progression a permis à Dieudonné d'embaucher de la main-d'œuvre locale, d'assurer une production régulière et de renforcer l'approvisionnement des marchés voisins, comme celui d'Afagnan.

Capitaliser sur le soleil, investir dans l'humain

Il faut souligner que le succès de Pravost illustre la vision stratégique des autorités du pays qui placent l'accès à l'énergie au cœur de ses priorités. Au-delà des données techniques et des installations réalisées, le Pravost incarne une démarche de valorisation des ressources locales en vue du développement.

En misant sur l'énergie solaire, le Togo explore une voie alterna-



Un centre solaire implanté dans un centre de santé

tive pour répondre aux besoins en électrification rurale. Cette initiative souligne l'importance de stratégies internes dans les efforts d'amélioration des conditions de vie. Lorsqu'elle est intégrée à une vision sociale et humaine, l'électrification rurale peut contribuer à améliorer l'accès aux services de base et à renforcer les dynamiques commu-

nautaires.

Le Togo, saisissant toutes les opportunités qui s'offrent à lui, s'impose progressivement comme un exemple de transition énergétique maîtrisée en Afrique de l'Ouest. Le pays multiplie les projets structurants et les réformes pour bâtir un secteur énergétique inclusif, résilient et durable. Au cours de cette dernière décen-

nie surtout, les autorités togolaises ont affiché leur ambition de garantir l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030, avec un taux de couverture électrique de 75 % dès 2025.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a engagé une série d'actions stratégiques axées sur la diversification des sources d'énergie et la promotion des énergies renouvelables, tout en modernisant le réseau électrique national.

Faire plus et vite

Pour une électrification universelle d'ici 2030, le pays a un ambitieux plan de mobilisation de 1,68 milliard USD de financements privés. Pour la récente crise énergétique, l'État a injecté 31 milliards de francs CFA pour y faire face, misant sur une stratégie mixte qui concerne l'exten-

sion du réseau, le soutien aux centrales thermiques et les investissements massifs dans les énergies renouvelables. Conscient des inégalités persistantes entre les milieux urbain et rural, le gouvernement togolais a placé l'électrification des zones rurales au cœur de sa politique énergétique.

Outre les kits solaires, des mini-réseaux électriques hybrides sont installés dans plusieurs villages. Ils favorisent l'émergence de microentreprises, d'unités de transformation agroalimentaire et de services de base tels que l'éclairage public et le fonctionnement des centres de santé. Ces infrastructures contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie, à la création d'emplois locaux et à la lutte contre la pauvreté *énergétique*.

Zozo

PAIEMENT TPU - 2EME TRIMESTRE 2025 : LES CONTRÔLES DÉMARRENT LE 1ER AOÛT PROCHAIN



Dans un communiqué en date du 10 juillet 2025, l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe les transporteurs que les contrôles relatifs au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU), communément appelée "Trimestre", vont démarrer le 1er août prochain.

Les contrôles du paiement de la TPU, pour le compte du second trimestre de l'année 2025, vont débuter le 1er août prochain, sur l'ensemble du territoire national. L'annonce a été faite par l'OTR via un communiqué, qui précise que les transporteurs devront se conformer aux dispositions en vigueur.

Communément appelée "trimestre", la perception de cette taxe "se poursuit au titre du 2ème trimestre 2025, conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre des procédures fiscales", informe l'Office. Notons que cette taxe se calcule sur une base forfaitairement déterminée et sur le chiffre d'affaires estimé par l'administration fiscale.

Rappelons qu'il existe une grille tarifaire qui prend compte du poids économique de chaque catégorie de véhicule, notamment le nombre de places et le tonnage afin de préserver l'équité dans le paiement de la TPU.

@macie.tg

BAC 2 : LES RELEVÉS DE NOTES ET ATTESTATIONS NON LÉGALISABLES DÈS LE 1ER JANVIER 2026

Les relevés de notes et attestations du baccalauréat deuxième partie ne seront plus légalisables. La mesure annoncée par le ministère de l'enseignement va être communiquée, prendra effet à compter du 1er janvier 2026.

De fait, pour les démarches nécessitant ces documents, les usagers devront solliciter des duplicatas auprès de la direction générale de l'Office du Baccalauréat. La décision vise non seulement à optimiser la sécurisation des documents délivrés, mais aussi à minimiser la détention et l'usage de faux documents.

"Dans l'intervalle, les attestations et relevés continuent à être délivrés comme habituellement", a précisé le ministère.

Pour rappel, le baccalauréat est le diplôme qui ouvre les portes de l'université. Cette année, le taux de réussite à l'examen est de 72,63 %, contre 46,71 % l'année précédente, témoignant d'une nette progression à l'échelle nationale.

Source : @Republiquetogolaise.com

FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ : DES ENTREPRISES CHINOISES ANNONCÉES À LA 20^E ÉDITION

Les préparatifs pour la 20ème Foire internationale de Lomé poursuivent. Dans ce cadre, une rencontre a eu lieu le mercredi 16 juillet entre le Directeur général du CETEF (Centre togolais des expositions et foires), Alexandre de Souza, et une délégation d'opérateurs économiques chinois. Les discussions ont porté sur la participation active de plusieurs entreprises chinoises à cette 20ème édition, prévue du 28 novembre au 14 décembre 2025. La délégation a exprimé son intérêt à prendre part à cet événement majeur de la sous-région ouest-africaine, qui attire chaque année des milliers d'exposants et de visiteurs venus d'Afrique et d'ailleurs.

Cette présence annoncée des entreprises chinoises s'inscrit dans le cadre de l'accord de partenariat conclu l'an dernier entre le CETEF et Hebei Enterprise Culture Association. L'objectif est de renforcer la visibilité de l'événement sur le marché asiatique et d'attirer davantage d'acteurs économiques internationaux.

Pour rappel, cette nouvelle édition de la Foire marquera le 40ème anniversaire du CETEF, l'institution qui organise l'événement. Les inscriptions, ouvertes jusqu'au 31 août 2025, s'effectuent exclusivement en ligne via la plateforme baptisée e-FIL.

Source : @Republiquetogolaise.com

ECONOMIE :

Une évaluation de la gouvernance au Togo par le FMI dans quelques semaines

Le Fonds Monétaire International (FMI) s'apprête à conduire, en août 2025, une mission d'évaluation approfondie de la gouvernance au Togo. Sollicitée par les autorités togolaises, cette démarche vise à diagnostiquer l'environnement institutionnel du pays dans l'optique d'améliorer le climat des affaires, la transparence publique et l'efficacité de l'action étatique.

A en croire le gouvernement, cette mission s'inscrit dans le cadre des engagements du pays envers le programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC), approuvé en mars 2024 par le Fonds. C'est la première fois qu'un pays d'Afrique francophone initie ce processus d'évaluation qui, à terme, permettra de définir une feuille de route pour les années à venir. "Le gouvernement ambitionne de consolider sa trajectoire de croissance et de développement durable", fait-on savoir au ministère de l'économie et des finances.

On informe que l'évaluation portera sur plusieurs piliers fondamentaux de la gouvernance, notamment la lutte contre la corruption, la transparence budgétaire, la gestion des finances publiques, ainsi que le cadre juridique des affaires. Le diagnostic s'intéressera à des aspects critiques comme le régime de déclaration des biens, les procédures de passation des marchés publics, et l'indépendance des organes de contrôle et de sanction.

Ce travail servira de base pour identifier les priorités de réforme,



Le Casef à Lomé

comblent les écarts par rapport aux standards internationaux, et asseoir des fondations solides pour une gouvernance plus vertueuse. Les conclusions de la mission, attendues d'ici la fin de l'année, devraient permettre au gouvernement de définir une feuille de route claire pour les années à venir. Il s'agit également de consolider les efforts déployés dans la mobilisation des ressources internes, l'attraction des investissements, et le renforcement de la confiance des partenaires financiers.

Dans une récente publication, le FMI a indiqué que les autorités ont bien progressé sur le front des réformes structurelles. Elles ont atteint les deux repères structurels restants fixés pour fin 2024 en renforçant le rapport d'analyse des risques budgétaires accompagnant les projets de budgets annuels et injectant des fonds substantiels dans la banque publique restante afin de rendre son

capital réglementaire conforme aux exigences fixées par l'autorité régionale de réglementation. Les autorités entendent aussi continuer de renforcer la gouvernance. Elles s'emploient à renforcer le cadre juridique des marchés publics afin d'exiger la publication des noms et nationalités des bénéficiaires effectifs des sociétés adjudicatrices de contrats. "Il sera très important de bien avancer dans le rééquilibrage budgétaire prévu pour promouvoir une consolidation budgétaire pro-croissance et socialement responsable afin de renforcer la viabilité de la dette, tout en poursuivant les réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, à renforcer le secteur financier et à améliorer la gouvernance", a relevé le FMI.

En rappel, Le FMI a approuvé l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) en mars 2024 pour aider les autorités à faire face aux

conséquences des chocs observés depuis 2020, notamment la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des carburants.

Les autorités togolaises ont été en mesure d'atténuer l'impact de ces chocs sur l'économie et la population togolaises, mais au prix de déficits budgétaires importants et d'une dette qui augmente rapidement. Le programme public appuyé par le FMI vise à rendre la croissance plus inclusive tout en renforçant la viabilité de la dette et à mener des réformes structurelles pour soutenir la croissance et limiter les risques budgétaires et financiers pour le secteur financier. Le FMI fournit au Togo un financement d'environ 390 millions de dollars à des conditions favorables dans le cadre de l'accord au titre de la FEC.

Les services du FMI et les autorités togolaises sont parvenus à un accord sur les politiques et réformes économiques en vue de conclure la deuxième revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), avec un décaissement d'environ 58,4 millions de dollars. Selon le FMI, Le programme de politique économique appuyé par le FMI est globalement en bonne voie, avec une croissance robuste et une modération de l'inflation. Tous les objectifs quantitatifs et tous les repères structurels à fin décembre 2024 ont été atteints, à l'exception du critère de réalisation quantitatif relatif au solde budgétaire.

CONSOMMATION :

Hausse de 1,5% du niveau général des prix en Juin

En juin 2025, l'IHPC au Togo s'est établi à 106,1. Ce niveau d'indice, comparé à la situation de juin 2024 (glissement annuel) a progressé de 1,5%. Cette variation s'explique par l'effet de la hausse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+2,8%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+4,4%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,4%). La hausse a été amortie par la baisse des indices des divisions de consommation "Transport" (-2,4%) et "Loisirs, sport et culture" (-4,8%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires, et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix, en glissement annuel, est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des produits "Hors Energie et Produits frais" (+0,5%) et de l'"Energie" (+2,8%) amortie par la baisse des prix des "Produits frais" (-1,6%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par l'augmentation de prix des produits "locaux" (+1,4%), ralentie par la baisse des prix des produits "Importés" (-1,8%). La progression de prix des produits du secteur "Tertiaire" (+1,7%) et "Primaire" (+3,3%), amortie par la baisse de prix des produits du secteur "Secondaire" (-1,1%), a contribué à la hausse annuelle du niveau général des



"Igname pour fofou (karachi)" (la plus forte hausse avec +34,9%)

prix. Du point de vue de la durabilité, la hausse du niveau général des prix en évolution annuelle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+1,6%) et des "Services" (+1,7%) et ralentie par la baisse des prix des produits "Semi durables" (-1,5%). Par rapport à l'origine, la progression annuelle s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+2,9%) amortie par la régression des prix d'"Origine hors UEMOA" (-1,0%).

En évolution trimestrielle

Comparativement à la situation de mars 2025, le niveau général des prix en juin 2025 a connu une hausse de 3,2%. Cette augmentation est principalement due à la progression des indices des divisions de consommation

"Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+8,0%) et "Restaurants et services d'hébergement" (+3,8%). Cette progression trimestrielle du niveau général des prix est ralentie par la diminution des prix des divisions de consommations "Transports" (-0,3%) et "Vêtements et chaussures" (-0,1%).

Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation de prix des "Produits frais" (+8,9%), des produits "Hors Energie et Produits frais" (+1,4%), et les produits de l'"Energie" (+0,7%). S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation conjuguée de prix des produits "locaux" (+4,3%) et des produits "Importés" (+0,5%). La progression de prix des produits des sec-

teurs "Primaire" (+13,0%) et "Tertiaire" (+2,5%) trimestrielle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durable" (+4,6%) et des "Service" (+2,5%).

Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+4,5%). Pour ce mois de juin 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 1,9% contre 2,2% le mois précédent.

Sur les mois

Comparativement à la situation de mai 2025, le niveau général des prix connaît une augmentation de 1,5%. Cette hausse est due à la montée du niveau des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,9%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+1,8%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+1,1%). La hausse de l'indice global est cependant ralentie par la diminution des prix des divisions de consommation "Transport" (-0,3%) et "Vêtements et chaussures" (-0,2%).

Les plus fortes hausses sur le mois

La croissance du niveau des indices observée en juin 2025 est imputable au

Suite à la page 5

URBANISATION ET CADRE DE VIE :

Le PIDU cité en exemple

Au Togo, la question de l'aménagement urbain et de l'amélioration du cadre de vie est devenue prioritaire. Le gouvernement mène plusieurs initiatives structurantes pour bâtir des villes mieux organisées, respectueuses de l'environnement et adaptées aux défis démographiques et climatiques actuels. Cette ambition s'inscrit dans une vision claire : offrir aux populations togolaises un cadre de vie sain, durable et résilient.

Face à la pression urbaine croissante, les pouvoirs publics font accélérer constamment la modernisation des infrastructures urbaines et la réhabilitation des quartiers précaires. Des projets de bitumage, d'éclairage public, de modernisation des marchés et de réaménagement des espaces verts sont déployés. Le Projet d'infrastructures et de développement urbain (Pidu), par exemple, piloté par le ministère de l'Urbanisme, a permis l'aménagement de voies secondaires, la réhabilitation de caniveaux et la sécurisation de zones inondables. Des actions qui changent le quotidien de

plusieurs milliers de Togolais.

Lancé en 2023 dans le Grand Lomé pour assainir et prévenir les inondations, le projet a pour ambition de mettre fin aux ruelles impraticables et au phénomène de maisons inondées à chaque saison de pluie. A l'issue de travaux, les eaux usées et pluviales sont interceptées avant de se déverser dans les lagunes et la mer, grâce à un système moderne de conduites souterraines.

Dans sa phase actuelle, le projet est piloté à Bè-Kpota, à Nyékonakpoè et à Akodésséwa, conformément à l'ambition du président du Conseil, Faure Gnassingbé, de faire du Togo un pays moderne avec une urbanisation organisée. À travers cette initiative ciblée, plus de 140 000 habitants au total devraient avoir des conditions de vie transformées.

Conscient des enjeux environnementaux, le Togo multiplie par ailleurs les campagnes de reboisement urbain et de création d'espaces verts publics. Le programme national de reboisement annuel, soutenu par les communes et la société civile, vise à planter plusieurs millions



Visite d'un chantier en cours

d'arbres pour atténuer les effets du changement climatique et purifier l'air. Parallèlement, des mesures rigoureuses de gestion des déchets sont instaurées. Les centres d'enfouissement technique des déchets qui se multiplient sur le territoire en disent long.

La modernisation des systèmes de collecte et l'implantation de centres de tri et de valorisation des ordures contribuent à rendre les villes propres et à réduire la pollution environnementale. Des opérations de salubrité hebdomadaires qui contribuent à lutter contre le fléau, avec des populations qui adoptent davantage de meilleurs comportements écocitoyens.

Pour soutenir cette dynamique, le Togo s'est doté d'un cadre juridique

et institutionnel modernisé. La décentralisation active et le renforcement des compétences des collectivités locales permettent aujourd'hui une meilleure gouvernance urbaine et une implication directe des populations dans la gestion de leur cadre de vie. En multipliant les initiatives en faveur d'un cadre de vie sain et de villes durablement organisées, le Togo confirme son engagement à bâtir un environnement propice au bien-être de ses habitants. Entre modernisation des infrastructures, revalorisation des espaces publics et amélioration de la gestion urbaine, le pays poursuit son ambition d'offrir à chaque Togolais un cadre de vie digne et résilient, en harmonie avec les Objectifs de développement durable.

SECURITE :

L'ANIAC forme les manipulateurs de produits chimiques

Dans le cadre de la commémoration de la date anniversaire de la convention sur l'interdiction des armes chimiques, le Togo a marqué l'évènement par la formation des opérateurs économiques qui sont dans l'importation, la conservation et la commercialisation des produits chimiques.

Pour cette année, la tradition a été respectée; l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), en collaboration avec tous les 193 Etats parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), a organisé une formation au siège de l'Autorité Nationale pour l'Interdiction des Armes Chimiques au Togo (ANIAC-Togo) à Lomé ce 11 juillet 2025 sur le renforcement de leurs capacités opérationnelles et techniques en matière de gestion sûre et sécurisée des produits chimiques en présence du président de l'ANIAC-TOGO, Colonel Koffi Akpamoura.

La Convention sur l'interdiction des armes chimiques a été adoptée le 29 avril 1997 pour éradiquer les armes chimiques et empêcher leur réapparition. Par ailleurs, elle vise à promouvoir l'utilisation des produits chimiques à des fins du développement socioéconomique et pour d'autres applications pacifiques de la chimie. La célébration de l'anniversaire de l'adoption de la CIAC a été instituée par l'OIAC qui invite tous les Etats parties à retenir et à y dédier une date au plan national.

Placée sous le thème " Prévenir les risques et menaces chimiques pour un développement harmonieux du secteur industriel ", elle offre une occasion pour la communauté internationale de célébrer la victoire



Photo de famille

contre l'utilisation des armes de destruction massive et de préserver la paix et la sécurité internationales.

Selon le président de l'ANIAC-Togo, cette session de formation des opérateurs économiques impliqués dans la gestion des produits chimiques s'inscrit dans cette dynamique et fait suite au constat selon lequel les produits chimiques présentent divers risques pour la santé

humaine et l'environnement, notamment la pollution de l'eau, de l'air et des sols, ainsi que des impacts sur la biodiversité et les écosystèmes. " Pour prévenir les risques et menaces chimiques, il est crucial de sécuriser, de supprimer ou substituer les produits dangereux, d'utiliser des équipements de protection collective et individuelle, et de mettre en place des mesures d'hygiène et des

procédures d'urgence. Cela nécessite de la part des responsables des entreprises ou des installations de produits chimiques qu'une évaluation des risques soit faite, une formation des employés assurée et une exigence du respect des consignes de sécurité clairement définies ", a souligné le Colonel Koffi Akpamoura.

Il faut rappeler que cette session de formation a permis d'informer les opérateurs économiques de l'existence de la CIAC et de leur présenter des exposés sur les risques chimiques en milieu industriel. Des séquences de vidéos sur les meilleures pratiques en matière de sûreté et de sécurité chimiques ont été projetées, des interactions entre participants et présentateurs ont permis de mieux cerner le contour de la chose et minimiser tous les risques liés aux produits chimiques.

Dodo ABALO

CONSOMMATION :

Hausse de 1,5% du niveau général des prix en Juin

Suite de la page 4

renchérissement des produits suivants : "Igname pour fufou (karachi)" (+34,9%) ; "Igname" (+24,8%) ; "Oignon frais rond" (+14,8%) ; "Tomates rondes (pomme) importées" (+25,5%) ; "Adémè" (+9,4%) ; "Tomates rondes (pomme) locales" (+10,6%) ; "Frais de mouture de maïs" (+21,2%) ; "Doèvi fumé (anchois)" (+4,6%) ; "Sardinelles fumées (adiadoè)" (+5,7%) ; "Riz local longs grains vendu au bol" (+2,6%) ; "Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol" (+1,4%) ; "Mangues ordinaires" (+64,5%) ; "Plat de fufu +

sauce viande" (+12,8%) ; "Plat de fufu + sauce poisson" (+11,7%) ; "Riz + sauce viande" (+5,8%) ; "Bouillie de céréale sucrée" (+2,9%) ; "Plat de kom + poisson frit" (+2,8%) et "Bois de chauffe" (+39,9%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une hausse de 0,5% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a connu une hausse de 0,7%. L'indice de prix des "Produits frais" a augmenté de 3,9% et celui de l' "Energie" de 0,8%. Au regard de la provenance, les prix des

produits "locaux" ont connu une hausse de 2,1%. Du point de vue de la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits des secteurs " Primaire " (+6,0%) et " Tertiaire " (+1,1%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient essentiellement de l'accroissement des prix des produits "Non durable " (+2,2%) et des "Services" (+1,1%). Par rapport à l'origine, la progression mensuelle s'explique par la hausse des prix des produits d' " Origine UEMOA " (+2,1%).

Zozo

KARA/EVALA 2025 : LES OPERATIONS FORAINES DE DELIVRANCE DE DOCUMENTS D'IDENTITE SE POURSUIVENT



Lancées en début de semaine dernière, les opérations foraines de collecte de données biométriques en vue de la délivrance de documents d'identité, se poursuivent à Kara.

Organisée en collaboration avec la Direction de la documentation nationale (DGDN), l'initiative dénommée "DGDN Mobile-Evala 2025", s'inscrit dans le cadre des festivités des luttes traditionnelles Evala en pays kabyè. Elle se veut de rapprocher les services de l'Etat des citoyens, tout en permettant aux jeunes d'obtenir ou renouveler leur carte d'identité.

Ainsi, des équipes techniques mobiles de la DGDN, vont visiter chaque canton, notamment dans les arènes des finales de lutte, sur des espaces dédiés à cette initiative salutaire.

Le Gouverneur de la région de la Kara, Adjittou Komlan, a indiqué, dans un communiqué, que les "retraits de cartes se feront au domicile des chefs de canton, dans un délai de moins de 48h à compter de la date de collecte des données".

Notons que la pièce d'identité nationale est très importante pour un citoyen. Elle sert, dans un premier temps, à prouver l'identité de son détenteur, mais aux fins requises pour certaines opérations financières, des voyages, et pour accéder à de nombreux services administratifs et sociaux. @macite.jg

CYBER DEFENSE AFRICA RECRUTE



La société Cyber Defense Africa (CDA), bras opérationnel de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCY), recherche un auditeur de sécurité des systèmes d'information. Le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale vient de lancer un appel à candidatures à cet effet. Selon les termes de l'appel, le futur auditeur doit être titulaire d'un master en informatique, en ingénierie ou dans un domaine connexe. Il devra également disposer de 3 à 5 ans d'expérience dans l'exécution de fonctions d'audit de la sécurité informatique.

Ses missions consisteront à développer des méthodes pour surveiller et mesurer les risques, la conformité et les efforts d'assurance. Il sera en outre chargé de contrôler et d'évaluer la conformité d'un système aux exigences de sécurité, de résilience et de fiabilité des technologies de l'information (TI).

La date butoir des dépôts de candidature est fixée au 31 juillet 2025. Les conditions peuvent être consultées sur le portail électronique du ministère. Pour rappel, Cyber Defense Africa, créée en 2019 à la faveur d'une joint-venture entre le gouvernement et le spécialiste polonais de la cybersécurité Assecq, est chargée d'assurer la sécurisation des systèmes d'information au Togo et au-delà de ses frontières. Source : @Republiquetogolaise.com

Je paie ma TVM sur l'application OTR-TVM avant le 1er avril 2025

Application disponible sur Google Play

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier

Rapide Simple Sûr

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR



Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones

250F
250Mo

+100F
375Mo

1 jour
***909*250#**



yas.tg

#Alèz

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE

TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR
**12
MOIS**
REMBOURSABLE SUR

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Le saviez
VOUS ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

en attendant que vos
clients vous paient.

Jusqu'à

80%

du montant
des créances

Durée

jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP 



www.boatogo.com